Franklin et Joaquim, sur des cartons et sous la pluie, comptent les jours (REPORTAGE) Par Jean-Pierre CAMPAGNE.

LUANDA, 24 mars (AFP).

Luanda est noyée sous des pluies torrentielles. Celà fait 524 jours que Franklin, l'inspecteur de maintenance, et Joaquim, le contremaitre dorment sur des cartons devant le siège de leur compagnie maritime, Angonave.

"Nous avons entamé ce mouvement de protestation pour lutter contre la fermeture d'Angonave. C'est une compagnie d'Etat et les autorités, pour la privatiser et la vendre à certains membres du gouvernement, l'ont déclarée en faillite", explique Franklin dos Santos, voix cassée et col de chemise élimé. "Dos Santos, comme Eduardo, le président de la république, mais sans autre ressemblance, lui, c'est le diable", dit-il.

Les squaters se protégent des pluies, du vent et du soleil par une muraille de cartons tendus entre les piliers du batiment d'Angonave, près du port, dans un quartier de banques.

"Nous vivons ici, 24 heures sur 24 heures, depuis le 18 octobre 2000. Nous y dormons, nous y mangeons, nous y mourons", dit Franklin.

C'est le matin. Joaquim, qui dormait sous une couverture, se réveille au son de la voix de Franklin. Il émerge du sommeil, et, bien qu'à demi réveillé, il note sur un cahier le nom du visiteur.

"Nous sommes les leaders du mouvement, les autres, les 450 employés de la compagnie se relaient pour rester avec nous", explique Franklin. Les autres, une dizaine, allongés sur d'autres cartons, ont éteint la télévision qui passait une novela brésilienne, pour écouter la conversation.

Selon les deux syndicalistes du Syndicat indépendant maritime (SIMA), l'entreprise de transports de marchandises était rentable et sa fermeture illégale. "D'après la loi, une fermeture d'entreprise d'Etat doit avoir lieu après des négociations avec les syndicats. En Angola, les salariés sont les actionnaires de l'entreprise", explique Joaquim.

"Comme le gouvernement n'a pas voulu de négociations, nous occupons le siège pour l'y forcer. Nous avons prouvé par nos avocats que l'entreprise était rentable", ajoute-t-il.

Les squaters ont remporté quelques victoires. D'abord, la justice, saisie par le gouvenement a déclaré que la grève n'était pas illégale. Puis, en janvier 2002, la police est venu les avertir qu'elle allait les déloger. "Notre avocat a été dire au commandant de police que, pour la justice, notre action n'était pas illégale. Alors, la police n'est pas intervenue", dit Joaquim.

Des victoires, mais de sérieuses pertes, aussi. "Dix sept de nos compagnons sont morts, depuis le 18 octobre 2000. De malaria, et de fièvre typhoïde, qu'ils ont contractés ici, en dormant dehors, dans ces conditions insalubres. Ils étaient affaiblis, on mange peu".

Des mouches volent un peu partout, les torrents de pluie imbibent les cartons et de cette nouvelle averse vont naître des milliers de moustiques.

"Et puis, ajoute Joaquim d'un air gêné en frottant l'un contre l'autre ses orteils, nos femmes se sont fatiguées, elles nous ont quitté. Elles ne nous voyaient plus, on ne gagne plus d'argent".

Celle de Joaquim est partie avec les trois enfants. Celle de Franklin, non: "Ma fille travaille au marché, elle s'occupe des petits. Ma soeur nous aide, aussi". Il va quand même voir ses enfants tous les week-ends.

Angonave leur donne 10 dollars par mois. Avant, Franklin en gagnait 300 en tant qu'inspecteur de maintenance.

Dans ce quartier de banques, ils affirment être en sécurité même la nuit, en raison de la présence de vigiles. "Ce sont nos amis. Même les policiers, les militaires s'arrêtent pour discuter avec nous et regarder la télévision ".

Ils se veulent confiants. "Nous allons forcer les autorités à respecter l'Etat de droit. Nous sommes le fer de lance de la démocratie, de la lutte contre la corruption".

Ils espèrent que la mort du chef de la rébellion de l'UNITA, Jonas Savimbi, débouche sur un processus de paix dans ce pays aussi profondément inégalitaire qu'il est immensément riche.

Sur les cartons tendus en paravents, ils écrivent au stylo l'enfilade des jours, pour prendre date.

Tous droits réservés : ©AFP International

EDA2DVFDT744664B4S2678274603A15741244D7EA8049209B197B